

La Ville de Genève compare sa vision de la frontière à celles de Bâle et Lugano

Le 12 mai 2015, le dernier débat du cycle «Genève, repenser la frontière» a fait salle comble au Palais Eynard. *Par Marie Prieur.*



Un débat aux accents suisses allemands et tessinois. Tel était le pari – plutôt réussi, à en juger par l'affluence – de Sami Kanaan, mardi, au Palais Eynard. Dans le cadre de son cycle de conférences sur la frontière, le maire de Genève avait invité trois intervenants: Anna-Karina Kolb, directrice des affaires extérieures et fédérales à l'Etat de Genève, Manuel Friesecke, secrétaire général de la Regio Basiliensis, qui associe Allemands, Français et Suisses, et Giorgio Maric, directeur de la promotion économique de la Ville de Lugano.

L'occasion de comparer la vision de la frontière dans ces trois cités. Et de voir quelles solutions les unes et les autres élaborent en réponse aux problématiques que cette situation soulève. Ainsi, à Bâle, «la frontière est perçue comme une chance et une opportunité. Mais aussi parfois comme une barrière, comme le montrent les discussions au sujet de l'aéroport de Bâle-

Mulhouse», précise Manuel Friesecke. Par la voix de son interprète, Giorgio Maric explique qu'à Lugano, la vision a changé: «Longtemps synonyme d'échanges, la frontière est aujourd'hui un symbole de protectionnisme. Elle permet aux Tessinois de se sentir en sécurité. On doit d'autant plus expliquer à la nouvelle génération la nécessité de coopérer.»

A Genève, «la frontière est une créature à identités multiples, stipule Anna-Karina Kolb. Le commerçant genevois, qui vit le franc fort, la perçoit différemment du frontalier ou du travailleur annemassien contraint de trouver un logement dans la seconde couronne. Du côté des autorités, tout le monde est d'accord pour coopérer et préserver une agglomération prospère. On est moins d'accord sur comment financer les infrastructures nécessaires!»

La situation bâloise paraît, au fil du débat, plus enviable: «S'entendre à deux, c'est parfois plus difficile qu'à trois!» résume Manuel Friesecke. Citant Swissness, Anna-Karina Kolb rebondit: «Le projet de départ envisageait de ne pas reconnaître la zone franche. D'où une mobilisation de Paris. Comme quoi, quand les intérêts sont bien compris, on en est capable.»

Reste la question de l'identité. «A Bâle, on essaie de créer cette identité transfrontalière à travers des projets communs.» A Lugano, Giorgio Maric cite des exemples de joint-ventures, dans le biomédical notamment. Anna-Karina Kolb puis Sami Kanaan ne manquent pas de relever avec humour qu'il est parfois difficile de fédérer d'autant plus quand la grande fête locale, soit l'Escalade, n'est autre qu'une bataille contre le voisin. (TDG)